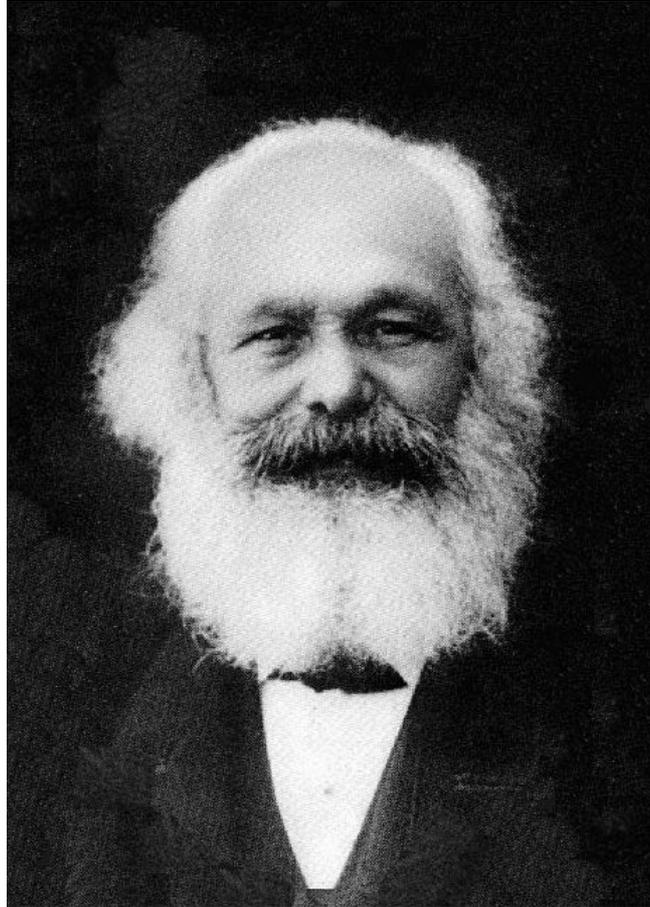


La crise finale



Karl Marx en 1882

Romain Kroës

Sommaire

1. Introduction.....	3
2. « Capitalisme », ou capitalocentrisme ?	4
3. La fiction dévastatrice de la « monnaie or »	5
4. L'agonie de la « relique barbare ».....	14
5. La crise économique précède la crise financière	17
6. Au chevet de la crise.....	22

1. Introduction

Les croyants de cette véritable religion que constitue le « capitalisme » sont encore convaincus qu'une nouvelle fois il va recouvrer la santé et connaître l'essor. Ils martèlent à l'envi que tout n'est qu'une question de « confiance ». Il suffirait de restaurer la confiance dans les marchés financiers, alors les « investisseurs » y reviendraient et tout rentrerait dans l'ordre. Et les gestionnaires, économistes, journalistes et politiciens de s'acharner à sauver le modèle financier en vigueur, tandis qu'ils contemplant navrés et impuissants la crise économique et sociale qui s'aggrave de jour en jour.

Dans un précédent article¹, nous avons vu que cette attitude est irrationnelle : le modèle financier en vigueur, entièrement fondé sur le fétichisme de la créance, constitue une représentation inversée de la réalité. Ce n'est pas la crise financière, mais le modèle financier lui-même qui a provoqué la crise économique et sociale à l'œuvre de longue date, laquelle en retour a entraîné la crise du modèle. A vouloir à toute force confondre le réel avec une représentation qui lui est duale, on entretient une instabilité qui aboutit nécessairement à une succession de crises.

Nous avons également identifié la recette traditionnelle des sorties de crise et des périodes d'essor économique. C'était l'expansion dans les espaces géographique et sociologique, ainsi que l'avait compris Rosa Luxemburg. « C'était », car la limite sociale et planétaire de toute expansion est aujourd'hui atteinte. Si le concept de « mondialisation » a un sens, c'est bien celui-là. Par conséquent, la question à l'ordre du jour n'est pas celle de la survie ou de

¹ *La foi financière ou le déni d'entropie*, Paroles des Jours

l'agonie du modèle financier en vigueur, mais de son mode de disparition : va-t-il mourir seul, ou entraîner la civilisation dans sa tombe ?

2. « Capitalisme », ou capitalocentrisme ?

Le concept de « capitalisme » est beaucoup trop vague. Il véhicule essentiellement une anthropologie dont l'entrepreneur audacieux constitue le paradigme, ainsi qu'une version du droit de propriété et toutes sortes de considérations morales sur les relations sociales. En cela, ce n'est pas à proprement parler un système, sinon idéologique. De surcroît, ses pères fondateurs (Sismondi, Marx) ont été fortement influencés par la Révolution industrielle, si bien qu'il privilégie l'essor et l'hégémonie de la technique par rapport à la finance, laquelle constitue bel et bien, quant à elle, un système. Le public ne s'y trompe pas, qui fait spontanément un distinguo entre une économie dite « réelle » et la virtualité du système financier. Nombre de journalistes commencent d'ailleurs à relayer cette intuition, au grand dam des « spécialistes » qui ont toujours considéré que le modèle financier est isomorphe et donc représentatif de l'économie, voire même identifié à elle.

Or historiquement, les crises du « capitalisme » jusqu'à la crise actuelle, hormis celles dues aux guerres et aux séismes naturels, sont toutes des crises financières succédant à une asthénie économique, elle-même provoquée par le modèle financier. Une sorte de boomerang, en quelque sorte, renvoyant au capital les conséquences de ses propres aberrations. Au concept de « capitalisme », j'ai donc préféré celui de *capitalocentrisme* qui rend mieux

compte de ce que le modèle en vigueur place le capital financier au centre du circuit économique, alors qu'il n'en est qu'un compte satellite².

3. La fiction dévastatrice de la « monnaie or »

Les crises cycliques du XIXe siècle commencent par la réaffirmation d'une contrainte monétaire dont les pouvoirs politiques de la fin du XVIIIe avaient tendance à se débarrasser. En France, les assignats permettent de maintenir et même de développer l'activité économique. En Angleterre, s'instaure un crédit gagé sur les actifs et non plus sur la réserve métallique.

Mais la vindicte humienne sort du bois en 1809 dans le *Morning Chronicle* sous la plume de David Ricardo, encore aujourd'hui considéré comme un grand nom de la littérature économique laquelle, il est vrai, fut très peu visitée par le génie. Ricardo déclenche contre la Banque d'Angleterre une violente campagne, prétendant que c'est la quantité de billets de banque en circulation qui est cause du prix croissant de l'or et de l'argent, preuve de la dévalorisation de la monnaie³. Ce à quoi la Banque réplique que ses émissions de billets sont garanties par des actifs crédibles, et que la hausse du prix du métal est due au signe négatif de la balance commerciale britannique⁴.

Le déficit du commerce extérieur britannique n'est pas fortuit. Il se rencontre historiquement chez la plupart des métropoles d'empires, en association avec leur expansion. On en a historiquement la preuve pour

² Kroës R., *La perversion du capital*, Paris, Sextant, 2007.

³ Thèse reprise en 1810 dans son ouvrage *The High Price of Bullion, a Proof of the Depreciation of Bank Notes*, London, John Murray.

⁴ Harman, J., *Audit by the Select Committee on the High Price of Gold Bullion*, London, House of Commons, 1810.

Athènes, Rome, l'Espagne, la France, l'Angleterre et plus tard les USA. Au XVIII^e siècle, les puissances européennes entrent en concurrence pour tenter d'équilibrer leurs balances commerciales par la promotion de leurs exportations. Ne réussissant pas à lutter sur le terrain des produits manufacturés, l'Angleterre comble ce handicap par la valorisation forcée de ses transports maritimes. Il en résulte trois guerres avec la Hollande, une avec la France, et la suprématie britannique sur les lignes maritimes. Le problème se représente un siècle plus tard, avec les guerres napoléoniennes qui tentent de protéger le commerce français de la soie, en opposant le « blocus continental » aux exportations britanniques d'origine indienne.

Il faut de l'or, pour solder une balance de commerce négative, et tel est le problème de la couronne britannique. La guerre du Transvaal n'aura pas d'autre raison. Mais entre temps, la Banque d'Angleterre invente les « balance-sterlings », c'est-à-dire de simples reconnaissances de dette négociables sur le marché de la City, permettant de limiter les sorties d'or. Ce procédé est aujourd'hui le privilège des USA dont les balance-dollars sont déconnectées de l'or depuis 1971. Cette réalité historique léonine offense la croyance en la « valeur d'échange » et la valeur intrinsèque de la monnaie et, surtout, en la justice immanente du « marché ». Aussi Adam Smith lui oppose-t-il le déni le plus catégorique, qualifiant d' « absurde »⁵ le problème de la balance commerciale qu'avaient commencé à soulever les économistes mercantilistes⁶. Ricardo n'est pas plus avisé que Smith. Il prétend que c'est la demande étrangère qui provoque les sorties d'or du Royaume, en raison du prix de ce

⁵ Smith, A., *Richesse des nations*, t.2, Paris, Flammarion, 1991, pp.80-81.

⁶ Par exemple Antoyne de Montchrétien, *Traicté de l'économie politique*, Rouen, 1601, Paris, 1889, Genève, Slatkine Reprints, 1970.

métal qu'il suppose (à tort) plus avantageux en Angleterre, et de ce fait préféré à l'achat d'autres marchandises que l'économie britannique serait parfaitement capable de fournir si on les lui demandait⁷.

A l'époque de Ricardo comme de nos jours, l'opinion publique, jusque dans les sphères les plus éclairées, conçoit à l'égard du discours économiste une attitude de respect et de crainte doublement motivée. D'une part, l'épargne est alors l'unique assurance sur l'avenir⁸. Quiconque possède une épargne, aussi modeste soit-elle, a bien entendu peur de la perdre. D'autre part, les économistes, hier comme aujourd'hui, sont économistes comme étaient médecins les médecins que brocardait Molière. C'est-à-dire pas totalement incompetents, certains même ne manquent pas de clairvoyance, mais encore très loin de maîtriser leur discipline. L'abscondité de leurs discours, faite d'incohérences et de terrorisme sémantique, est ainsi de nature à tenir à distance les non-initiés. Le plus dommageable, d'un point de vue politique, c'est que pour cette raison les intellectuels se détournent encore de ce discours rebutant, alors que s'ils s'y intéressaient de plus près ils pourraient utilement le démystifier.

Ces deux conditions réunies, crainte des lendemains et ésotérisme du discours, offrent une certaine réceptivité de l'opinion publique aux propos démagogiques jouant à la fois sur la peur et la sidération. Grâce à quoi Ricardo aura raison contre les techniciens de la Banque, pourtant mieux au fait de la réalité. Une commission parlementaire d'enquête est nommée, le *Bullion Committee*, dont les conclusions vont dans le sens de Ricardo : la valeur des

⁷ *The High Price of Bullion, a Proof of the Depreciation of Bank Notes*, Londres, John Murray, 1810.

⁸ Aujourd'hui, seuls les pays européens ont plus ou moins développé une retraite par répartition (fondée sur la solidarité des actifs).

billets en circulation est réputée fonction de la quantité émise, et celle-ci est réglée automatiquement par la parité or. Dans un premier temps, en 1811, le parlement donne raison à la Banque. Mais celle-ci, échaudée par la campagne ricardienne, met néanmoins en place, à tout hasard, des mesures de restriction du crédit⁹. Après une nouvelle polémique, une seconde commission est nommée, à laquelle participe cette fois Ricardo. Elle entérine la doctrine du Bullion Committee, et le Parlement y adhère enfin en 1819, par l'instauration d'un retour graduel à la convertibilité qui deviendra effective en 1821 et entraînera immédiatement une rafale de crises.

C'est donc sur un déni de réalité que repose l'histoire des crises cycliques du XIXe siècle. Chacune d'elles se compose d'une phase d'essor, suivie d'une phase d'effondrement et de récession, puis d'une stagnation de l'activité avant la « reprise ». Jusqu'à la crise de 1847, les banques centrales protègent leurs réserves métalliques par des mesures de restriction brutales : le rejet de bordereaux présentés à l'escompte, au moment où le monde des affaires s'y attend le moins. Ces restrictions précipitent l'« apurement des comptes avec le ciel »¹⁰, rendant ainsi la liquidation d'autant plus violente. La restriction du crédit provoque une crise économique, alors caractérisée par une fermeture brutale des entreprises de commerce et d'industrie, du fait qu'il ne leur est plus possible de payer les salaires et les fournisseurs. C'est alors que s'enchaîne la crise spécifiquement financière, c'est-à-dire l'effondrement de la bourse et des divers marchés à terme. Ce schéma s'applique entièrement, comme nous le verrons plus loin, à la crise actuelle.

⁹ Harrod, R., *La monnaie*, Paris, Dunod, 1971, p.27.

¹⁰ Marx, *Das Kapital*, B.3, S.509.

En 1833, le parlement britannique apporte une légère amélioration au système, en instituant le statut légal du billet de banque ; c'est-à-dire que nul ne peut plus le refuser en règlement d'une dette et que les balances métalliques, du moins en interne, peuvent être apurées par des billets. Mais en 1844, il l'aggrave. Connue sous le nom de *Peel's Act*, du nom du premier ministre de l'époque, la loi de 1844 organise la Banque d'Angleterre en deux départements, séparant les activités de crédit et d'émission de monnaie. L'activité bancaire, dépôts et crédits, n'est pas limitée. Mais l'activité de création monétaire se voit imposer un plafond de 14 millions de livres à l'émission de billets garantis par des titres d'État, et une couverture à 100% par les réserves d'or de toute émission supplémentaire. En résumé, le montant des crédits n'a pas de limite, mais les moyens de remboursement, quant à eux, sont limités. Ce déséquilibre fait vivre à l'Angleterre ses crises les plus dures (1847, 1857). Les attribuant à une rupture dans le cycle des affaires engendrée par un gel brutal du crédit, le rédacteur en chef de *The Economist* fait campagne pour que la Banque d'Angleterre soit autorisée à prêter quoi qu'il arrive, et à un taux à sa discrétion, sans aucune limitation¹¹. Après la crise de 1857, le *Peel's Act* est suspendu. Entre alors en scène l'arme du *taux d'escompte*.

Au terme de cette lente, douloureuse et incomplète révocation de la métaphysique humienne et ricardienne sous l'aiguillon de la réalité, commence l'ère des crises « modernes » dont l'élément déclencheur reste fondamentalement le même. L'arme du taux d'escompte remplace la sèche fermeture des guichets par la dissuasion de la demande de crédit, lorsque les réserves de la banque centrale, métal et créances sur l'étranger, sont menacées. Dans un premier temps, la menace est clairement identifiée. C'est la

¹¹ Bagehot W., *Lombard Street, a Description of the Money Market*, Londres, 1873 .

faculté, pour tout individu, de restituer sa monnaie à la banque centrale contre de l'or ou des devises étrangères. Puis cette ligne de défense de la fiction de la monnaie or¹² sera enfoncée à son tour, toujours sous les coups de bélier de la réalité, après la première Guerre mondiale. Les nations décideront alors de supprimer la convertibilité interne des monnaies (*Gold Standard*) et de réserver aux échanges entre territoires économiques la faculté de restituer sa monnaie à une banque centrale contre de l'or (*Gold Exchange Standard*). Ce nouveau recul de la fiction humienne et ricardienne n'empêche cependant pas les crises qui caractérisent les années vingt et trente, du fait qu'alors les gouvernements n'ont toujours pas renoncé à l'étalon or.

Le maillon le plus faible du système monétaire occidental, c'est alors évidemment le mark. Les alliés ont imposé à l'Allemagne, en 1918, des conditions drastiques et totalement irréalistes. Dans un article publié en 1919, John Maynard Keynes met en garde l'opinion publique et les gouvernements contre les conséquences probables du traité de Versailles¹³. Mais nul n'en a cure, puisqu'il est entendu que « l'Allemagne paiera ». A la dette de guerre, s'ajoutait l'endettement économique requis par les besoins d'une population sinistrée par le chômage. Les investissements étrangers coûtaient très cher en intérêts et profits évadés. La République de Weimar ne pouvait pas couvrir le déficit des flux de capitaux par ses exportations. Aussi voyait-elle se dévaluer sa monnaie et donc flamber les prix de ses importations, répercutés sur toute la production. Il en résultait une hyperinflation restée célèbre dans l'histoire du XXe siècle.

¹² Comme après Juglar l'a démontré Robert Triffin à partir des archives de la Banque d'Angleterre, le XIXe siècle doit être considéré comme le siècle de l'essor de la monnaie de crédit, et non pas comme celui de l'étalon or. (*The evolution of the international monetary system, in Princeton Studies in International Finances, n°12, 1964*)

¹³ *The Economic Consequences of the Peace, 1919.*

En 1925, les stratèges britanniques gagnent leur pari de restaurer l'étalon or qui avait été suspendu pour les besoins du financement de la guerre. L'économie en sort malade. En 1930, elle subit en outre le contrecoup de la crise américaine de 1929. Aussi en septembre 1931 la Grande-Bretagne renonce-t-elle à nouveau à l'étalon or ; et cette décision, bien que dans l'esprit des stratèges elle soit à nouveau temporaire, sera cette fois définitive. Mais dans le même temps, la Banque d'Angleterre relève son taux d'escompte, ce qui n'est pas propice à la reprise¹⁴. Il faut attendre deux ans, pour que l'activité cesse de décroître. C'est seulement après une augmentation des dépenses publiques et un accroissement de l'endettement extérieur, qu'en 1933 l'activité repart.

En 1928, Poincaré rétablit la parité or du franc, mais 75% en dessous de celle de 1914 en dépit de la destruction d'une part importante de la masse monétaire qui provoque un marasme dont la France ne sortira que grâce au Front populaire de 1936. C'est alors, que la France suit l'Angleterre dans l'abandon, qui sera également définitif, de l'étalon or.

En 1927, la Banque d'Angleterre, la Banque de France et la Reichsbank, préoccupées par l'évasion de l'or vers les USA dont la balance commerciale était alors positive, avaient demandé à la FRS (*Federal Reserve System*) d'assouplir sa politique monétaire. Ce que la « Fed » accepta, mais sans aller jusqu'à risquer la dévaluation du dollar par rapport à l'or. Le boom économique, depuis 1926, était alors tout à fait réel aux USA, notamment en raison d'importants gains de productivité dans l'industrie du cuivre, pourvoyeuse de l'industrie électromécanique. L'histoire a surtout retenu le

¹⁴ Dehem, R., *De l'étalon-sterling à l'étalon-dollar*, Paris, Calmann-Lévy, 1972, p.108.

krach boursier spectaculaire d'octobre 1929, mais c'est la surproduction agricole, consécutive à une chute des exportations, et les restrictions de crédits qui provoquent en chaîne les ruptures de flux et les fermetures d'entreprises, puis l'effondrement boursier. La sortie du marasme sera rendue possible par le déficit budgétaire et la dévaluation du dollar par rapport à l'or en 1933, au moment du *New Deal*¹⁵.

En 1931, une nouvelle aggravation des balances des paiements autrichienne et allemande avait mis à nouveau le mark en difficulté. D'abord, le président Hoover décréta un moratoire d'un an sur les dettes de guerre, afin d'alléger les charges extérieures de l'Allemagne. Puis les gouvernements concernés se réunirent en juillet à Londres. Là, le représentant américain inventa quelque chose de tout à fait nouveau, qu'on appela plus tard le *contrôle des changes*¹⁶, et qui permit en l'occurrence d'interdire aux capitaux investis en Allemagne non seulement de quitter ce pays, mais aussi d'en sortir les profits. Il n'est pas douteux qu'à cette époque les USA misaient sur une renaissance de l'impérialisme allemand, comme en témoigne l'importance des capitaux américains dans les industries stratégiques du IIIe Reich¹⁷. C'est seulement en 1941, que l'opinion publique américaine a inversé ce choix.

En 1944, à la conférence de Bretton Woods qui réunit les alliés de la guerre (à l'exception de l'URSS) dans le but de recréer un ordre monétaire mondial, un seul pays dispose encore d'une monnaie qui affiche une parité fixe à l'or : les USA. Le dollar est alors réputé « as good as gold » et institué étalon

¹⁵ Galbraith, J. K., *Voyage dans le temps économique*, Paris, Seuil, 1995, pp.112-114.

¹⁶ Rueff, J., *L'âge de l'inflation*, Paris, Payot, 5^e éd., 1967, pp.27-28.

¹⁷ Voir notamment à ce sujet l'enquête du *Guardian* du 25-09-2004 sur la fortune de la famille Bush.

monétaire mondial, contre l'avis de Keynes partisan d'une démonétisation de ce qu'il appelle la « relique barbare », au profit d'une monnaie internationale composite. Le codicille de Bretton Woods stipule que les dollars puissent être restitués à la Fed (Réserve fédérale) par n'importe quelle autre banque centrale, contre de l'or et au prix de 35\$ l'once.

Mais dans les années cinquante, il s'avère que la balance commerciale des USA est systématiquement négative. Ce qui pose un problème aux alliés des USA qui dans un premier temps trouvent de très mauvais goût d'appliquer la clause de Bretton Woods et accumulent en réserves les balance-dollars, comme s'il s'agissait du métal lui-même. Mais en 1960, la France ayant entièrement payé sa dette envers les USA, Jacques Rueff et Charles de Gaulle ne l'entendent plus de cette oreille et exigent l'application de la clause de Bretton Woods, entraînant de nombreux autres territoires dans cette exigence. Fort Knox a du mal à suivre, ce qui a pour effet de précipiter la crise du dollar de toute manière programmée.

En 1961, le prix de l'or sur le marché des valeurs s'envole bien au-delà des 35\$ l'once, et les spéculateurs anticipent la dévaluation des monnaies par rapport au dollar, principalement de la livre sterling aux avant-postes du dollar en Europe¹⁸. Les huit banques centrales les plus riches du monde constituent alors un « pool de l'or », chargé d'épauler la Banque d'Angleterre dans sa lutte contre la spéculation. Cette digue est emportée en novembre 1967, quand les autorités britanniques sont contraintes d'accepter une dévaluation du sterling. Quelques mois plus tard, le « pool de l'or » n'existe plus. En décembre 1965, la Fed relève brutalement ses taux d'intervention. En conséquence, dès 1966, se

¹⁸ A ce sujet, il est juste de rappeler que la France, anticipant la crise, avait déjà procédé à plusieurs dévaluations du franc par rapport au dollar.

produit un infléchissement de la croissance et une augmentation du chômage qui s'accélérent en 1967.

L'année 1967 est de ce fait une année charnière pour l'idéologie économique. D'une part, les héritiers de David Hume, marginalisés depuis les années quarante en raison de l'hégémonie de la pensée keynésienne, croient le jour venu de leur triomphe, du fait de la coexistence d'une croissance du chômage et de l'inflation, la « stagflation », qu'en effet Keynes avait exclue. L'« Ecole de Chicago », conduite par Milton Friedman, va progressivement supplanter les keynésiens à l'oreille des politiciens. D'autre part, le doute sur la garantie or du dollar commence à inquiéter le monde de la finance.

4. L'agonie de la « relique barbare »

Du fait du déficit systématique du commerce extérieur des USA, les balance-dollars étaient abondantes. Tant qu'elles étaient réputées convertibles en or à un prix convenu et immuable, les banques centrales qui les accumulaient en réserve n'avaient aucune raison de craindre un excès du crédit qui aurait mis leurs réserves en péril, puisque la faculté de restituer sa monnaie à la banque centrale contre des dollars ne risquait pas de restreindre l'émission monétaire. Mais à partir du moment où le doute s'est installé, les fétichistes de la créance, c'est-à-dire à peu près tout le monde, économistes, politiciens, journalistes et le grand public, ont vu revenir les nuages noirs sur le capital financier et retrouvé le dilemme du XIXe siècle entre le besoin de crédits et celui de l'intégrité des créances¹⁹.

¹⁹ Cependant, il existait alors un rempart contre la contagion : le contrôle des changes.

Toujours est-il que grâce à la fiction du dollar-or la facilité monétaire avait autorisé en Europe une vive croissance économique porteuse de progrès social dans tous les domaines. La croissance entretenait une tension permanente sur les stocks qui autorisait la spéculation, laquelle provoquait une hausse des prix. Mais la demande de crédit étant systématiquement refinancée par la banque centrale, nul n'en avait cure. La génération des salariés qui ont vécu cette période se souvient de la facilité d'accès à la propriété, du fait de l'indexation des salaires sur les prix et de la dévalorisation corrélative des charges de crédit. Les idéologues humiens commençaient à peine leur travail de sape. Ils prétendent aujourd'hui que de la sorte la société française s'endettait et qu'elle paie maintenant son intempérance d'hier. C'est historiquement et statistiquement faux. L'endettement est beaucoup plus lourd aujourd'hui, après toutes les politiques « de rigueur », qu'il ne l'était alors. L'« inflation » était simplement le renvoi du désordre à sa source : la spéculation.

Dans les crises classiques, il était clair que la hausse des prix était due à la spéculation²⁰. Sur les marchés financiers, d'abord, puis dans le commerce général du fait du *boom* initial. La banque centrale ne s'en préoccupait pas particulièrement, parce que l'or constituait en principe la référence de l'endettement. La contraction du capital sur sa base *ante-spéculative*, par la restriction du crédit, entraînait le marasme économique, lequel signifiait la chute du pouvoir d'achat. Il en résultait un gonflement des stocks entraînant la chute des prix. Quand se révèle la fiction du dollar-or, la banque centrale se retrouve directement en face du problème de la spéculation et des prix,

²⁰ Juglar, C., *Des Crises commerciales et de leur retour périodique en France, en Angleterre et aux Etats-Unis*, Paris, Guillaumin, 1889.

devenus les principaux facteurs de dévalorisation des créances. Ainsi naît le slogan de la « lutte contre l'inflation ».

La contamination idéologique se propage à la France par une campagne conjointement menée par la presse financière, *Le Monde* et *Le Figaro*, tendant à instaurer en France la politique anglo-saxonne de hausse du taux d'escompte (jusqu'à 10% aux USA en 1967), pour sauver la parité or de la monnaie de compte internationale. Mai 68, notamment porteur d'un mouvement social digne de 1936, va interrompre ce processus idéologique. Mais en 1971, la fiction de la parité or du dollar n'étant plus tenable, l'administration Nixon décide que désormais Fort Knox ne délivrera plus une once d'or en compensation de la balance commerciale négative des USA.

Coup de poker génial qui, violant l'accord de Bretton Woods, met les Européens en face d'un choix qui aurait nécessité un courage et une clairvoyance gaulliens. Faut-il accepter le diktat états-unien, ou le refuser et imposer une monnaie de compte internationale par le truchement du FMI ? Le président français de l'époque est malade, et son ministre des finances s'appelle Valéry Giscard d'Estaing. Que croyez-vous qu'il fit ? Il se coucha. Non par lâcheté, mais par conviction, demandant seulement de proroger la fiction de la convertibilité. Ce que lui accorda l'administration états-unienne jusqu'en 1973, mais sans cependant honorer aucune restitution de balance-dollars à la Fed. Depuis lors, le dollar est toujours monnaie de compte et d'échange internationale, mais sans contrepartie, ce qui permet aux USA de faire contribuer le reste du monde à leur économie, à concurrence de 6% de leur PIB (produit intérieur brut), sans que cela leur cause le moindre préjudice, bien au contraire. Telles furent donc les prémisses de la crise mondiale à laquelle nous

assistons aujourd'hui. C'est à partir de là également, que se sont généralisés les « changes flottants », c'est-à-dire la fin des parités fixes entre les monnaies.

5. La crise économique précède la crise financière

L'année 1973 n'est pas seulement celle de la démonétisation formelle et définitive de l'or, mais aussi celle de la capitulation de l'exception française en matière financière, instaurée par le Général de Gaulle, devant l'idéologie humienne du monde anglo-saxon. C'est là l'œuvre incontestable du ministre des finances de l'époque : Valéry Giscard d'Estaing. Il réussit à faire accepter par l'assemblée nationale - majoritairement composée comme chacun sait, et quelle que soit sa couleur, de « godillots » dont le vote est essentiellement guidé par l'espoir d'être à nouveau adoubés pour les prochaines élections - une loi qui interdit à la Banque de France d'ouvrir des crédits aux administrations publiques. En vertu de cette loi, l'Etat devenait la seule instance économique qui ne pût solliciter un crédit auprès du gestionnaire de ses comptes. Un outil financier puissant était ainsi cassé, qui avait permis la reconstruction et le développement des infrastructures après la guerre, le plein-emploi, le relogement, l'accès aux soins à égalité pour tous, ainsi qu'une large sinon totale promotion sociale. En 1978, cette fois flanqué de son premier ministre Raymond Barre, Giscard d'Estaing venait à Bonn assurer le G7 de l'allégeance de la France à la « nouvelle donne ».

La « gauche » a pris le relais en 1982-83, en réhabilitant une vieille dame dont l'économie se moquait éperdument depuis deux décennies. Au début des années 1960, alors qu'on lui reprochait de ne pas favoriser les placements boursiers, Jacques Chaban-Delmas, alors premier ministre du général de Gaulle - pour qui la politique de la France ne se décidait pas à la corbeille, selon ses

propres termes -, répliquait que la bourse n'entraîne pas pour plus de 9% dans l'investissement économique national. On était alors en pleine croissance, et la bourse était en train de mourir de sa belle mort, dans l'indifférence quasi générale. Ce sont François Mitterrand et ses premiers ministres Fabius et Rocard qui l'ont ressuscité.

Depuis lors, les entreprises ont abandonné les plans à long terme pour la réactivité aux cours de la bourse et le profit des actionnaires. Les administrations d'Etat, qui ne peuvent plus solliciter la banque gestionnaire des comptes publics, sont contraintes de s'endetter à travers un circuit compliqué qui se traduit de toute manière par une émission de monnaie banque centrale mais coûte des intérêts aux contribuables. Le système bancaire, qui de son côté a perdu la garantie du refinancement automatique par la banque centrale, est contraint de spéculer sur le marché boursier pour pouvoir gager contre monnaie des titres auprès de la banque centrale et constituer une assurance contre les défauts de paiement et les retraits inopinés. Trente ans de progrès économique et social ont ainsi été gommés par l'adhésion à une croyance quasi religieuse, celle de David Hume, imposée par le « compromis de Washington »²¹.

Le 7 février 1992, le président s'appelle François Mitterrand et le premier ministre Edith Cresson. Les plénipotentiaires de la France, Roland Dumas et Pierre Bérégovoy, signent ce jour-là, à Maastricht, le Traité sur l'Union Européenne qui sera ratifié par référendum le 20 septembre de la même année. La courte majorité des électeurs (51,04%) ne sait pas alors qu'elle vient

²¹ Accord signé en 1992 entre les USA et la CEE. Il consiste à réduire voire supprimer les aides publiques et à les remplacer par la diminution des taxes et impôts. On peut à bon droit qualifier cette agression contre les acquis sociaux de dernier acte de la mise sur orbite de la crise actuelle.

d'entériner une politique drastique de répression des dépenses publiques et de privatisations des entreprises publiques, contre laquelle elle proteste et manifeste régulièrement, depuis.

Le traité crée une banque centrale européenne qui impose sa tutelle aux banques centrales nationales. Désormais, si un État de l'Union prend conscience du caractère suicidaire de l'interdit bancaire auquel il est soumis, il ne peut pas en tirer les conséquences. Sauf à sortir du traité, ce qui n'est pas prévu²². A ce verrouillage, le traité ajoute les fameuses « références » qui constituent le corset des politiques socio-économiques, tant de gauche que de droite. Ces références tiennent en deux chiffres dont l'origine demeure mystérieuse. Le premier est un rapport maximum du déficit budgétaire au PIB (Produit intérieur brut) de 3%, le but étant de l'éliminer à terme complètement. Le second est le rapport maximum de la dette publique cumulée, au même PIB : 60%.

En 1993, l'Assemblée Nationale française a voté une loi confiant à la Banque de France, en tête de ses missions, celle de définir et mettre en œuvre la politique monétaire dans le but d'assurer la stabilité des prix. En fait, le Conseil Constitutionnel devait édulcorer ce texte dont la version définitive disait seulement ceci :

« La Banque de France met en œuvre la politique monétaire. Elle accomplit sa mission dans le cadre de la politique économique générale du Gouvernement. » (Art. 1^{er}) ;

²² C'est néanmoins possible, en vertu de la Convention de Vienne sur les traités, antérieures au traité de Maastricht (*La perversion du capital*, pp.137-143)

Et d'autre part : « *Le Conseil de la politique monétaire surveille l'évolution de la masse monétaire et de ses contreparties.* » (Art. 7).²³

Malgré ce demi-échec, les artisans du traité de Maastricht ont continué de prétendre que désormais la Banque de France était « indépendante ». Et son gouverneur, futur gouverneur de la Banque Centrale Européenne, n'a jamais cessé de se prévaloir des dispositions censurées. Dans sa présentation des résultats 97 et des perspectives 98 de la politique monétaire, il écrivait encore : « *L'objectif final de la politique monétaire, c'est-à-dire la stabilité des prix, a été respecté* »²⁴. Par une nuit d'avril 1998, c'est à la sauvette, en présence d'un petit nombre de députés, que la loi a été à nouveau modifiée, cette fois dans le sens d'un transfert pur et simple des prérogatives de la Banque de France à la future Banque Centrale Européenne, structurée sur le modèle de la Bundesbank.

Les partisans obstinés de cette politique, déterminés à l'imposer par tous les moyens, fût-ce même au mépris de la loi et des institutions, refusant le débat démocratique parce qu'ils le jugent inutile, n'agissent pas par intérêt. Ce sont simplement des croyants, convaincus de la vérité d'un dogme. Ce dogme, postulat de la *théorie quantitative*²⁵ et credo des économistes, politiciens et journalistes qu'il est convenu de regrouper sous l'étiquette de « nouveaux monétaristes »²⁶, c'est que le niveau général des prix augmente lorsque, et

²³ Loi n° 93-980 du 4 août 1993 relative au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit.

²⁴ Conférence de presse (diffusion Banque de France).

²⁵ *La foi financière*, Paroles de hours.

²⁶ N. Kaldor : *Causes of growth and stagnation in the world economy*, Cambridge, Cambridge university press, 1996, p.85.

seulement lorsque, l'accroissement de la quantité de monnaie en circulation dépasse la progression des diverses productions²⁷. Et d'en déduire qu'il faut dissuader la demande inflationniste de monnaie en lui opposant une offre calculée, à un prix modulable. De la sorte, pensent-ils, les prix des marchandises seront contenus.

L'interdit bancaire qui frappe l'Etat, la banque centrale livrée à une croyance erronée, le système bancaire réarticulé à une bourse sous assistance respiratoire, les contraintes budgétaires du traité de Maastricht, telles sont les dispositions à l'origine d'une crise économique et sociale qui à travers quelques rémissions s'est progressivement imposée depuis la fin des années 1970. Délocalisations, c'est-à-dire dumping social et désertifications économiques du tissu territorial, démission de l'Etat et dégradation corrélative des services publics et sociaux, restriction géographique de leur présence, braderie du patrimoine industriel national, destruction systématique des statuts de salariés, répression de la croissance par les restrictions budgétaires et monétaires, dégradation de la sécurité sociale, déconnexion des salaires et retraites de l'indice des prix, exclusion croissante, appauvrissement atteignant maintenant les classes moyennes, tels sont les facteurs de l'enfoncement progressif dans la crise économique et sociale, délibérément programmée de longue date par la dictature d'une utopie qui repose entièrement sur une représentation inversée de l'économie réelle²⁸.

²⁷ « *It follows from the propositions I have so far stated that inflation is always and everywhere a monetary phenomenon in the sense that it is and can be produced only by a more rapid increase in the quantity of money than in output.* »

Friedman, M., *Counter-Revolution in Monetary Theory*, in *Monetarist Economics*, Oxford : Blackwell, 1991, p.16.

²⁸ *La foi financière*, Paroles des Jours

Les politiciens qui en sont collectivement responsables tout à coup se réveillent, parce que le modèle financier est atteint à son tour. Leur préoccupation majeure, c'est le sauvetage du modèle et non pas la sortie de la crise économique et sociale dont ils croient encore qu'elle se résorbera d'elle-même si les « marchés » sont stabilisés. Ils n'ont toujours pas compris que par le passé lesdits marchés ne se stabilisaient à nouveau que grâce à l'exutoire de l'expansion dans les espaces géographique et sociologique, ou après « une bonne guerre ». Aujourd'hui, la limite planétaire et sociale de toute expansion est proche, et la troisième guerre mondiale sonnerait le glas de l'humanité. Il s'agit donc bien, cette fois, de s'attaquer directement à la crise économique et sociale elle-même. Or les mesures préconisées à cet égard par les pouvoirs politiques ressemblent plus à un placebo qu'aux remèdes requis.

6. Au chevet de la crise

L'initiative du président Sarkozy de réunir le « G20 » était fort louable, et il est équitable d'en féliciter celui de ses conseillers qui lui en a soufflé l'idée. Judicieux, également, les items du projet soumis à cette assemblée et sans engagement approuvés par elle :

- Restauration de la croissance mondiale
- Nouvelle « régulation » nationale et internationale des marchés
- Réforme du système monétaire international

Mais en contre-point : rejet catégorique de tout protectionnisme et maintien de la politique de libre-échange de l'OMC (organisation mondiale du commerce). C'est peu de dire que la montagne a accouché d'une souris. Le résultat de ce *show*, c'est très exactement du « rien ». Remarquons tout de

même que les questions, bien que n'ayant reçu aucune réponse satisfaisante, ont été posées ; ce qui constitue une première, car depuis des décennies il n'était même pas permis d'envisager le retour des Etats à la manœuvre. Mais on est encore loin d'une complète prise de conscience, et la crise économique et sociale ne cessera donc pas de s'aggraver.

Ce que passent volontairement sous silence les chantres du « libre marché », c'est que l'économie et la finance « mondialisées » ne constituent pas un espace isotrope. C'est-à-dire que les flux de marchandises et de capitaux n'ont pas même valeur dans toutes les directions. Les *developing countries* voient le volume de leurs exportations croître plus vite que celui de leurs importations²⁹. L'Afrique, pour ne citer qu'elle, exporte plus de capitaux qu'elle n'en reçoit. Cette « libre » polarisation de la richesse sur les pôles de l'accumulation constitue une tendance déstabilisatrice, entièrement imputable au modèle en vigueur et à l'absence de protections commerciales et monétaires.

La « division internationale du travail », chère aux utopistes du « marché », n'est rien d'autre que la généralisation de la monoculture ou de la mono-industrie laissées en héritage par les puissances tutélaires aux peuples coloniaux. Une tendance destructrice de la diversité des activités économiques localement nécessaire au tissu social, un drame humain à grande échelle qui se traduit par une résultante migratoire déséquilibrée et conflictuelle, déplaçant ou déchirant les familles, et rougissant les eaux de l'Atlantique et de la Méditerranée. L'actuelle « compétition » dans le commerce mondial ne relève donc pas de la saine émulation, mais au contraire d'une nécessité malsaine.

²⁹ CNUCED, *Trade and Development Reports*.

Dans un contexte de déséquilibre général, demander à des pays pauvres non producteurs de matières premières de couvrir l'importation de biens d'équipement par l'exportation de produits agricoles et manufacturés, c'était par avance les condamner au surendettement, à l'épuisement et au chaos. Or, les anciennes puissances coloniales ont une dette envers ces pays, et singulièrement la France envers l'Afrique. Cette dette peut être remboursée, sous la forme d'une aide à l'acquisition de biens d'équipement et non pas d'un crédit commercial ordinaire.

N'est-il pas par exemple scandaleux, que ce soient les Maliens exilés qui sur leurs maigres salaires équipent les puits de leurs villages en motopompes, alors que chez nous l'industrie réduit la voilure et que nous continuons d'entretenir le chômage ? L'Afrique a besoin de matériels hydrauliques, électromécaniques, médicaux etc. Ici, nous avons la main-d'œuvre et quelques moyens industriels rescapés qui auraient grand besoin d'un redéploiement. Voilà un « grand chantier » qui résoudrait en grande partie le problème du chômage. Mais à la condition, bien entendu, de se débarrasser des contraintes du « compromis de Washington », de l'OMC, du traité de Maastricht, de la tutelle de Bruxelles et du fétichisme financier.

La métaphore la plus parlante de l'actuelle politique de libre circulation des marchandises et des capitaux est l'image du bateau qui prend l'eau dans la houle. En l'absence de caissons ou cloisons étanches pour laminer les filets d'eau, son tangage s'accroîtrait et il finirait par sombrer. Sans protectionnismes, aucune chance de stabiliser les échanges. Les flux migratoires continueront de suivre la résultante strictement orientée des mouvements de capitaux, les marchés intérieurs de s'appauvrir sous la folle contrainte de la priorité à l'export. La limite sociale et planétaire de toute

expansion étant pratiquement atteinte, il n'y a plus aucune issue dans le cadre libéraliste. On peut sans doute sortir de la crise économique et sociale et accéder au « développement durable », mais sous la juridiction de la puissance publique, et à la condition de dissiper l'illusion capitalocentriste.

Paris, novembre 2008

Romain Kroës

<http://kroes.blog.lemonde.fr/>